



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat
général**

**NOUVEAU MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES
FINANCES À BERCY
(Direction du personnel et des services généraux, 1970-1990)**

Répertoire numérique détaillé

établi par Françoise Pareja

1ère édition électronique

Centre des archives économiques et financières
Savigny-le-Temple

2023

Cet instrument de recherche a été rédigé avec un logiciel de traitement de texte.
Il est en français.
Conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD
(version 2002).

Sommaire

Construction et aménagement.....	8
Avant-projet, communication et planification.....	8
Mise en place des marchés de fournitures et de prestations intellectuelles.....	10
Peluriers du bureau C3.....	12

Référence

B-0071985/1 - B-0072008/2

Niveau de description

Dossier

Intitulé

Nouveau ministère de l'économie et des finances à Bercy

Dates extrêmes

1970-1990

Noms des principaux producteurs

Direction du personnel et des services généraux, bureau C3 (gestion du parc immobilier de l'administration centrale, implantation des services – Rénovation et maintenance des immeubles).

Importance matérielle

24 boîtes soit 3,15 mètres linéaires

Langue des documents

Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Service des archives économiques et financières

Localisation physique

Savigny-le-Temple (77)

Conditions d'accès

Communicabilité selon les articles L.213-1 à L.213-6 du Code du patrimoine.

Conditions d'utilisation

La reproduction de ces documents est soumise au règlement intérieur de la salle de lecture du Service des archives économiques et financières.

Modalités d'entrée

Versements des 31 janvier 1990, 13 septembre 1990 et 28 juillet 1992 portant les références PH 006/90, PH 182/90 et PH 116/92

Historique du producteur

Sous la Restauration, le ministre se réserve la responsabilité de la gestion du personnel. En vertu de l'ordonnance du 6 février 1828, le secrétariat général constitue un pôle d'action et de contrôle, proche du ministre, par l'agglomération de fonctions à caractère budgétaire (ordonnancement, comptabilité), administratif (archives, bibliothèque, contreseing) et technique (matériel). De ce pôle fait partie d'ailleurs l'Inspection générale des finances. Au sein de cet ensemble, la direction du personnel se forme progressivement (décret du 28 décembre 1864). Au tournant des années 1880, alors que renaît une direction du cabinet, du personnel et du matériel (décret du 18 juillet 1880), les chefs des services du personnel et du matériel, ainsi que le sous-directeur du contrôle du personnel des administrations financières, siègent aux côtés du chef du cabinet du ministre et d'un représentant de l'inspection des

finances au Conseil des directeurs de l'administration centrale, instance délibérative sur les affaires relatives au personnel composée d'une douzaine de membres (arrêté du 30 septembre 1885). Les réorganisations successives de l'administration centrale, à la fin du XIX^e siècle (1886, 1891, 1898 et 1899) prévoient une direction du personnel et du matériel (DPM), pour laquelle un poste de directeur est créé par un décret du 19 novembre 1886. Les quatre bureaux de la DPM gèrent les personnels d'administration centrale et aussi certains personnels des administrations financières (trésoriers payeurs généraux, receveurs particuliers, percepteurs), dont ils assurent par la suite le contrôle (décret du 15 juillet 1899). Au sein du cabinet du ministre (décret du 17 mars 1908), les services de la bibliothèque et des archives sont associés à un service nouveau, "statistique et législation comparée" (décrets des 6 janvier et 11 octobre 1912), organisation que l'on retrouve après la Première Guerre mondiale (décret du 26 avril 1923). Parallèlement, la direction du personnel conforte ses attributions budgétaires. En effet, selon l'ordonnance du 17 décembre 1844, le bureau de l'ordonnancement centralise et examine les documents relatifs au budget du ministère, établit le budget et contrôle l'emploi des crédits ; le bureau de la comptabilité tient la comptabilité des dépenses du ministère et établit et publie les comptes définitifs. Ces missions sont séparées de la gestion du matériel (1873), puis organisées en service particulier (ordre de service du 31 décembre 1880) qui sera plus tard rattaché à la direction du personnel et du matériel, celle-ci adjoignant le terme ordonnancement à son appellation et étant organisée en trois bureaux (décret du 31 mars 1929). La direction du personnel et des services généraux (DPSG), créée par arrêté du 7 décembre 1962, est l'héritière de services dépendant des deux administrations qui assuraient après-guerre la gestion de l'économie et des finances : la direction du personnel et du matériel au ministère des finances et la direction de l'administration générale au ministère de l'économie nationale. Ce dernier service, chargé principalement de l'ordonnancement des crédits et de l'établissement du budget du ministère, a été créé (décret du 18 avril 1946) en même temps qu'un service de l'administration générale, organe de liaison et de communication. La création de la DPSG entraîne leur disparition (décret du 18 avril 1963). Au cours des années 1980, la DPSG s'engage fortement dans la démarche de modernisation du ministère. En prévision du transfert à Bercy de l'administration centrale, elle élabore un premier schéma directeur (1985-1986) qui permet la réalisation de plusieurs projets (comptabilités budgétaire et de gestion, maintenance assistée des bâtiments, centres de documentation, gestion du personnel et des services sociaux). Par la suite, l'action de modernisation se diversifie vers la mise en oeuvre de systèmes de partage de l'information et la définition d'une nouvelle organisation du travail intégrant les évolutions technologiques (schéma directeur 1992-1996). En 1994, la DPSG devient direction du personnel et de l'administration (DPA) (décret du 3 octobre 1994). L'intégration des services du ministère de l'industrie entraîne la fusion de la DPA (économie, finances) et de la direction générale de l'administration et des finances (industrie) en une direction du personnel et de la modernisation de l'administration (décret du 2 novembre 1998) chargée de "missions d'impulsion qualitative". Sa sous-direction du personnel est transformée en sous-direction des ressources humaines (arrêté du 12 novembre 2001) avec le souci d'assurer une gestion globale des agents du ministère. A ce titre, la DPMA exerce un double rôle : une mission principale de pilotage et de coordination pour tous les personnels du ministère, et une fonction de gestion plus directe pour l'administration centrale. En 2006, la création d'un secrétariat général (décret n° 2006-947 du 28 juillet 2006 et arrêté du même jour) entraîne le transfert à celui-ci des fonctions de pilotage exercées par la DPMA, qui devient la direction des personnels et de l'adaptation de l'environnement professionnel (DPAEP)(décret n° 2006-948 et arrêté du 28 juillet 2006). Enfin, la politique ministérielle de formation professionnelle est coordonnée par la sous-direction de la modernisation et des politiques du personnel (arrêté du 3 mars 2003) et notamment mise en oeuvre par un Institut de la gestion publique et du développement économique (IGPDE), service à compétence nationale (arrêtés des 5 juillet 2001 et 6 juillet

2004) qui est rattaché au Secrétariat général lors de sa création en 2006. La DPAEP et le Service de la communication sont absorbés par le Secrétariat général créé par le décret n° 2010-444 du 30 avril 2010.

Évaluation, tris et éliminations

Les doublons ont été éliminés.

Mode de classement

Ces archives ont été classées de manière thématique.

Présentation du contenu

Le 24 septembre 1981, le président de la République, François Mitterrand, décide de rendre le Louvre à l'Histoire, et par conséquent « de transférer le Ministère des finances dans un lieu aussi noble qu'il le mérite », avant l'Exposition Universelle de 1989. Le chef de l'État fixe alors comme objectif majeurs :

- l'édification d'un nouvel ensemble marquant l'esthétique architecturale et l'urbanisme moderne, qui doit être réalisé dans un délais de cinq ans ;
- un transfert de services administratifs qui doit permettre un « rééquilibrage vers l'Est » de la capitale des implantations de bâtiments publics ;
- la modernisation d'un grand service public avec les moyens de technologie moderne.

Le 5 mars 1982, le quartier de Bercy est retenu pour l'implantation du nouveau ministère. Les lieux où doivent être érigés le bâtiment principal, compris entre la gare de Lyon, les entrepôts viticoles de Bercy et le quai de la Rapée, ont été en partie occupés pendant près d'un demi-siècle par une annexe du ministère des anciens combattants.

Un concours national d'architecture est lancé quelques mois plus tard. À la suite de la publication d'un avis public d'appel de candidatures en mai 1982, 269 architectes sont admis à concourir sur la base d'un programme élaboré par les services spécialisés du ministère de l'Économie et des Finances, en liaison avec les services de l'urbanisme de la ville de Paris et les services techniques de la SNCF.

Le 30 septembre, 137 offres sont remises au maître d'œuvre. Quatre projets sont sélectionnés par un jury et présentés le 22 novembre 1982 au président de la République. Ce dernier choisit pour les bâtiments A, B et C (dénommés en 1993 Colbert, Vauban et Necker) le projet des architectes Paul Chemetov et Borja Huidobro de l'Atelier d'urbanisme et d'architecture, assistés d'Émile Duhart-Harostéguy, architecte conseil. En juillet, un projet complémentaire le long des voies ferrées sur la dalle gare de Lyon est adopté. Les bâtiments D et E (devenus Sully et Turgot en 1993) sont alors attribués aux architectes Louis Arretche et Roman Karasinsky, avec Virgil Ciocardel comme architecte associé.

Les premiers travaux de démolition et de construction débutent le 5 juillet 1984. 6000 fonctionnaires s'installent progressivement dans le nouvel édifice, entre le début de l'année 1987 (bâtiments Sully et Turgot) et la fin de l'année 1989 (bâtiments Necker, Vauban et Colbert). 3 milliards de francs foncier ont été investis pour ce qui est alors plus grand chantier de bureaux d'Europe.

Ce fonds d'archives présente les études préalables et les discussions relatives à la construction du nouveau ministère de l'économie et des finances sur le site de Bercy. On y trouve également des documents sur la mise en place d'appels d'offres pour les marchés de fournitures et de prestations intellectuelles.

Indexation

Urbanisme

Immobilier

Construction

Administration centrale

B-0071985/1 – B-0072008/2

Construction et aménagement.

1970-1990

B-0071989/1 – B-0071994/8, B-0071998/1, B-0072000/1 – B-0072002/3, B-0072003/2

Avant-projet, communication et planification.

1970-1987

B-0071989/1

Expropriations, cause d'utilité publique, permis de démolir : texte (1978) ; études d'impact : notes, correspondance (1980-1981) ; acquisitions immobilières : notes (1982) ; convention fixant les conditions de la participation de l'Agence foncière et technique de la région parisienne (A.F.T.R.P.) aux opérations foncières nécessaires à l'implantation du nouveau ministère : textes, rapport au ministre, correspondance (1982-1983) ; suivi des opérations foncières par le domaine : notes, tableaux (1982-1984) ; comité de défense des habitants de l'îlot Bercy : notes, correspondance (1982-1985) ; relogements : notes, correspondance, compte-rendu de réunion, tableaux (1982-1985).

1978-1985

B-0071990/1

Expropriations, enquête publique, préalable et parcellaire : textes, procès-verbal d'enquête, notes, plans.

1983-1984

B-0071991/1

Enquête sociale : notes, tableaux (1983) ; projet de regroupement des services de police au sein du futur ministère : note au ministre, correspondance (1983-1984) ; paiements effectués pour les acquisitions amiables d'immeubles : états (1983-1985) ; bilan financier des jugements du tribunal de grande instance de Paris : tableau (1984) ; jugements et ordonnances d'expropriation (1984).

1983-1985

B-0071992/1

Projet de regroupement des services centraux du ministère sur le terrain du quai Branly : notes au ministre, rapports au ministre, notes, tableaux, plan.

1970-1979

B-0071992/2

Démolition et nouvelles implantations du ministère des anciens combattants : texte, notes au ministre, note, rapport, compte rendu de réunion, tableaux.

1982-1983

B-0071992/3

Relations avec les services du ministère : compte rendu de réunion, note, tableaux.

1981-1984

B-0071992/4

Rapport au Premier ministre par M. Guy Vidal, directeur, chargé de mission : notes pour les ministres, rapport, compte rendu de la réunion interministérielle.

1981-1982

B-0071992/5

Implantation du ministère à l'étranger : notes.

1981-1982

B-0071992/6

Implantation géographique des agents du ministère, temps de transport : notes, tableaux.

1981

B-0071992/7	Recensement des recherches de sites pour l'installation de services : notes, tableaux, plans.	1981
B-0071993/1	État des implantations à l'origine : notes, correspondance, plans.	1981
B-0071993/2	Organisation et l'intégration des activités sociales, étude : note.	1981
B-0071993/3	Mesures concernant le logement du personnel : notes au ministre, décision, note, tableau.	1982-1984
B-0071993/4	Intégration dans le quartier : notes au ministre, note, correspondance, plans.	1982-1985
B-0071993/5	Relations avec les interlocuteurs extérieurs : Société nationale des chemins de fer (SNCF), ville de Paris et port autonome de Paris : rapport au ministre, notes aux ministres, notes, correspondance, compte rendu de réunion.	1982-1986
B-0071993/6	Opération « dalle de la gare de Lyon » : notes au ministre, notes, correspondance, compte rendu des réunions « nouveau ministère ».	1982-1987
B-0071994/1	Calendriers d'objectifs : notes au ministre, notes, correspondance, plans, tableaux.	1982-1988
B-0071994/2	Réflexions sur l'installation des services : notes au ministre, notes, correspondance, compte rendu de réunion, rapport, plans, tableaux.	1981-1988
B-0071994/3	Historique de l'opération : notes.	1981-1988
B-0071994/4	Présentation de l'opération au Président de la République : note au ministre, relevés de décisions, correspondance, notes, tableaux.	1983
B-0071994/5	Réhabilitation du centre Vincent Auriol : note au ministre, note, correspondance, tableau, plan, brochure.	1983-1984
B-0071994/6	Relations avec les parlementaires : correspondance.	1983-1984
B-0071994/7	Déclaration d'utilité publique la réalisation du nouveau ministère sur le site de Bercy : arrêté, textes, plans.	1983-1984

B-0071994/8

Politique d'insertion professionnelle des jeunes : texte, notes, correspondance.

1984

B-0071998/1

Procédures d'urbanisme : textes officiels, note au ministre, compte rendu de réunion, notes.

1980-1985

B-0072000/1

Politique de communication, études Agora : note au ministre, rapports, compte rendu de réunion (1984) ; enquêtes d'opinion des sociétés Cofremca et Sorget : rapports (1984).

1984

B-0072001/1

Mission de coordination des grandes opérations d'architecture et d'urbanisme (mission Dauge), mise en valeur des grands projets : compte rendu de réunion, note, correspondance (1984-1986) ; expositions à l'étranger : texte, rapports, note, correspondance (1983-1987).

1983-1987

B-0072002/1

Décentralisation des services extérieurs de l'État, impact : textes officiels, compte rendu des réunions interministérielles (1981-1982) ; contrat de localisation : texte officiel, notes au ministre, rapport au ministre, compte rendu de réunion, notes (1981-1983) ; transfert du service des Pensions à Nantes : notes pour le ministre, compte rendu de la réunion interministérielle, compte rendu de réunions, correspondance (1982-1984).

1981-1984

B-0072002/2

Entretiens avec les fédérations syndicales : compte rendu de réunions, tracts, tableaux.

1981-1983

B-0072002/3

Problèmes de sécurité, commission interministérielle des points sensibles : compte rendu de réunions, notes (1982-1983) ; enquêtes auprès des directeurs : notes, correspondance, tableaux (1982).

1982-1983

B-0072003/2

Création du musée du Grand Louvre : notes, correspondance, compte rendu de réunion, rapport.

1984-1987

B-0071985/1 – B-0071988/1, B-0071995/1 – B-0071997/1, B-0071999/1, B-0072003/1, B-0072003/3

Mise en place des marchés de fournitures et de prestations intellectuelles.

1981-1990

B-0071985/1 - B-0071986/1

Concours international du mobilier contemporain

1982-1986

B-0071985/1

Première phase : décision du ministre, note, correspondance, compte rendu de réunion, tableaux (1984) ; deuxième phase : note (1985) ; aménagement des bureaux ministériels : tableaux (1985) ; organisation des travaux du jury : notes au ministre, notes, correspondance, compte rendu de réunion (1985-1986) ;

règlement de consultation : note au ministre, texte, note, correspondance (1984-1985).	1984-1986
B-0071986/1	
Élaboration du cahier des charges : notes au ministre, notes, correspondance (1982-1984) ; présentation des différents projets (1983-1984).	1982-1984
B-0071987/1 – B-0071988/1	
Concours national d'architecture.	1982-1983
B-0071987/1	
Règlement de consultation : texte, notes au ministre, note, correspondance (1982) ; programme du concours : texte officiel, notes au ministre, notes, correspondance, tableaux (1982) ; étude des projets par le jury : notes, correspondance, tableaux, procès-verbal de réunion (1982) ; dépouillement des candidatures : tableaux (1982) ; résultat du concours : notes, correspondance, procès-verbal de réunion, tableau (1982-1983) ; dossier de presse : notes (1982).	1982-1983
B- 0071988/1	
Choix de la maîtrise d'œuvre : notes de présentation (01 à 137).	1982
B-0071995/1	
Notes d'opération pour le ministre.	1983-1986
B-0071995/2	
Notes d'étapes pour le ministre.	1981-1986
B-0071996/1	
Réunions de coordination : compte rendu.	1982-1990
B-0071996/2	
Programme du 1% artistique : compte rendu de la commission consultative, notes au ministre, note au directeur du personnel, notes, correspondance, tableaux, plans.	1983-1990
B-0071997/1	
Développement de la bureautique et de l'informatique : note au ministre, compte rendu de réunion, notes, rapports.	1981-1985
B-0071999/1	
Financement : note au ministre, notes, tableaux.	1982-1987
B-0072003/1	
Conditions de passation des marchés : rapports, note, correspondance.	1981-1986
B-0072003/3	
Conflit opposant la société Dumez à l'État : note, rapport.	1987-1988

B-0072004/1 – B-0072008/2

Peluriers du bureau C3.

1981-1987

B-0072004/1 – B-0072006/2

Courrier arrivée.

1981-1985

B-0072004/1

12 novembre 1981 - 21 octobre 1982

B-0072004/2

25 novembre 1982 - 18 mars 1983

B-0072005/1

19 avril 1983 - 15 novembre 1983

B-0072005/2

14 novembre 1983 - 23 mars 1984

B-0072006/1

14 novembre 1983 - 23 mars 1984

B-0072006/2

14 novembre 1983 - 23 mars 1984

B-0072007/1 – B-0072008/2

Courrier départ.

1981-1987

B-0072007/1

5 novembre 1981 - 8 octobre 1982

B-0072007/2

11 octobre 1982 - 28 avril 1983

B-0072008/1

2 mai 1983 - 31 juillet 1985

B-0072008/2

1^{er} août 1985 - 23 juin 1987